

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DIMANCHE 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE

## BUDGET LA CRISE POLITIQUE N'AUTORISE PAS LES COUPS DE FORCE ANTIDÉMOCRATIQUES

Les groupes de gauche et écologiste du Sénat, groupes SER, CRCE-K et GEST ont quitté l'hémicycle ce jour pour dénoncer l'utilisation du mécanisme de la seconde délibération pour vider le texte du projet de loi de finances de tous les apports des sénatrices et sénateurs. Cet outil de rationalisation du Parlement revient à laisser penser que les parlementaires sont irresponsables et se seraient trompés dans leurs votes.

Alors que le gouvernement n'a pas réussi à convaincre, y compris au sein de son socle commun, au cours de l'examen du projet de loi de finances, il a fait le choix d'effacer une vingtaine d'apports majeurs (rétablissement de l'exit tax et diverses dispositions de lutte contre la fraude fiscale, hausse de la taxe dite « GAFAM », renforcement de la flat tax, etc...) par le biais d'une seconde délibération.

Les groupes de gauche et écologiste déplorent cette basse manœuvre qui affaiblit le Parlement et s'apparente à un coup de force. Le gouvernement est décidément plus à l'aise dans son dialogue avec l'extrême-droite.

Nos groupes déplorent également la passivité de la majorité sénatoriale qui, quelques jours à peine après avoir été corrigée par Laurent Wauquiez sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale, se voit aujourd'hui humiliée par le gouvernement.

La démocratie parlementaire exige, a fortiori en l'absence de majorité politique stable, d'accepter les règles du débat parlementaire et de respecter le résultat des votes exprimés dans le cadre de ce débat.

Le refus systématique de la minorité présidentielle de s'y conformer constitue une dérive préoccupante pour nos institutions, déjà fragilisées par des mois de tensions.

Dans ces circonstances, et alors que leur travail sur ce projet de loi de finances a été purement et simplement nié, les parlementaires des trois groupes de gauche et écologiste du Sénat ont fait le choix de quitter symboliquement l'hémicycle au moment où le gouvernement effacera les travaux du Sénat.